

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Le premier contact des plénipotentiaires. Les pacifistes-défaitistes cherchent à exploiter des divergences de vue. L'entente sera absolue parce que le but poursuivi est unique. — La Russie et la Conférence. Intention anglaise. L'opposition raisonnée de Clemenceau l'emporte. La question de la démobilisation. — La rive gauche du Rhin. — Un aveu allemand.

Les plénipotentiaires ont pris contact. Longtemps encore, nous resterons dans la période de préparation discrète. Les Alliés doivent se mettre d'accord sur un idéal commun avant de délibérer utilement.

Les défaitistes s'efforcent de mettre ce répit à profit en opposant Wilson à Clemenceau. Ils veulent espérer que leurs desseins seront servis par un antagonisme... qui n'existe que dans leur imagination.

Quelles sont les divergences de vue des deux hommes d'Etat ?

La première aurait trait à la liberté des mers. M. Clemenceau a dit nettement sa pensée : La France soutiendra la théorie anglaise. Il ne saurait en être autrement. C'est la flotte anglaise qui nous a sauvés. C'est elle encore qui nous sauverait plus tard si une nouvelle agression se produisait. M. Wilson n'a rien dit qui soit en opposition irréductible avec cette manière de voir. A-t-il une théorie différente dans l'application ? Il se peut. A la discussion il sera contraint de se ranger à l'avis des nations européennes qui ont pour premier devoir de se prémunir contre un péril futur.

La seconde concernerait la « Société des Nations ». Le Président américain, dit-on, serait pour l'entrée immédiate, et sur pied d'égalité, de l'Allemagne dans la nouvelle Ligue. M. Clemenceau, prudent à juste titre, exigerait quelques précautions préliminaires à l'admission des Boches dans cette « Société des Nations », par exemple la neutralisation de toute la région du Rhin. Etant donné ce que nous savons de la loyauté des Barbares, la précaution ne serait pas superflue.

M. le professeur Lanson, dans l'« Informateur Cinique », expose à la perfection les deux points de vue :

« Le Président Américain contemple le problème mondial. Sa pensée subordonne l'Europe à l'humanité, et la France à l'Europe. Vue de Washington, la France est un point. De plus, M. Wilson a toujours condamné les précautions. Si on l'attaquait, mais après seulement qu'on l'a attaqué, il verra à résister, à songer à se garder. Il a mis en pratique sa théorie dans ses rapports avec le Mexique. Il est le citoyen et le chef d'un immense pays que n'importe quel brusque assaut ne peut qu'égratigner à la surface.

« Notre Président n'est indifférent ni au monde ni à l'Europe. Mais il ne voit pas la France du dehors, et de loin ; il est Français ; la France vit en lui, elle saigne en lui. Le devoir immédiat et supérieur qu'il contemple, c'est de faire que les jours atroces de 1914, les années sanglantes de 1914-1918 ne reviennent pas ; c'est de mettre à jamais l'Allemagne hors d'état de prendre la France à la gorge dans un accès de fureur sauvage, ou de la terrasser par trahison. Vous le trouvez excusable, n'est-ce pas ? de penser d'abord à cela, le bon vieux Tigre. »

La France ne veut point être envahie de nouveau. Elle ne veut point être exposée à sombrer sous une attaque soudaine, que des procédés infernaux, inventés par une science mise au service du mal, permettrait peut-être dans l'avenir. L'idéal de M. Wilson, si mystique soit-il, ne peut être en opposition avec ce désir légitime de nécessaire sécurité. Et comme le but poursuivi par Wilson est le même que celui visé par Clemenceau, il est inévitable que ces deux hommes trouvent un terrain d'entente. L'un et l'autre ont fait la guerre avec la volonté d'abattre les empires de proie. L'un et l'autre veulent la paix nécessaire au monde. Ayant eu le même but, ils sauront se mettre pleinement d'accord pour

arriver au résultat qu'ils se sont fixés : assurer à la Civilisation mondiale la sécurité définitive pour son plein épanouissement.

Que Clemenceau fasse triompher son point de vue, la chose ne paraît pas douteuse. Nous n'en voulons pour preuve que l'incident qui concerne la Russie et qui a été dévoilé par l'« Humanité ».

L'organe socialiste a publié une lettre du gouvernement français au gouvernement anglais, repoussant la suggestion de ce dernier d'admettre des délégués du bolchevisme russe à la Conférence de la paix.

Ainsi présenté, l'incident paraît étrange, déconcertant ! Comment, c'est le prudent peuple anglais qui proposait d'introduire les Soviets à la Conférence de la paix. C'est Lloyd George qui songeait à ouvrir les portes aux scélérats, aux assassins qui anéantissent tout ce qui existe en Russie. C'est Albion, toujours si réservée, qui voulait pactiser avec le crime... Les brigands qui plongent la Russie dans la honte et dans la boue allaient s'asseoir à côté des Wilson, des Clemenceau, des Lloyd George, qui ont sauvé la Civilisation !

L'Angleterre avait dû le proposer, puisque l'« Humanité » a publié une lettre, signée par M. Pichon, déclarant que la France n'accepte pas de suivre Londres dans cette voie. Si l'organe socialiste avait eu l'unique souci d'informer l'opinion, il aurait publié l'ensemble des documents permettant au public de juger la question. A la vérité, la feuille de Renaudet se préoccupait simplement de mettre Clemenceau dans l'embarras. Elle avait compté sans son homme.

Il est exact que le gouvernement anglais a songé, un instant, à appeler au Congrès de la Paix tous les peuples, y compris les délégués de tous les gouvernements de Russie. Il pensait pouvoir, ainsi, supprimer la guerre civile dans l'ancien empire des Tsars. Il caressait cet espoir d'obtenir, par ce moyen, une trêve générale qui amènerait plus facilement une réconciliation chez nos anciens Alliés, alors qu'on aggraverait simplement le gâchis et le chaos.

M. Clemenceau, avec son robuste bon sens, a vu la conséquence d'une attitude imprudente ; il a rendu à nos voisins l'insupportable service de repousser leur proposition en leur montrant les inconvénients. Ses arguments ont dû porter puisqu'aujourd'hui l'Angleterre et l'Amérique se déclarent en plein accord avec la France.

La conséquence de cette décision est que le bolchevisme reste l'ennemi commun.

Les Alliés maintiendront, par suite, en Orient, un corps expéditionnaire composé de volontaires, car si le besoin de repos se manifeste chez tous les peuples, il est impossible de ne pas voir le danger que l'anarchie russe fait courir aux nations européennes.

Donc, non seulement Lénine et Trotsky n'auront pas de délégués à la Conférence de la paix, mais cette dernière devra décider de quelle façon il convient de mettre fin au régime odieux qui déshonore l'humanité.

C'est l'opinion française qui a triomphé parce que tous les Alliés ont reconnu la justesse des arguments de Clemenceau.

Ce qu'il a obtenu pour la question Russe, notre Premier l'obtiendra aussi sur les points qui séparent encore l'Amérique des Alliés.

Cette question russe et aussi, sans doute, la situation embrouillée des événements allemands, ont quelque peu modifié les intentions anglaises au sujet de la démobilisation.

La démobilisation de l'armée britannique était prévue pour un avenir très prochain. Au dernier moment, le gouvernement de Lloyd George a décidé de conserver des forces sérieuses sur pied de guerre.

Nul doute que pareille décision ait été prise à Washington. Cela va permettre au général Foch de fixer le nombre de classes françaises qui doivent être conservées sous les armes pour parer aux événements.

Sans avoir de compétence en la matière et si on fixe pour chaque allié, à 3 ou 4 classes l'indispensable en vue des éventualités possibles, on

aurait une armée qui approcherait de 3 millions d'hommes, ce qui doit être très suffisant pour imposer aux Barbares.

Dès lors, on peut espérer que la démobilisation de toutes les autres classes sera poussée rapidement, afin de rendre au pays les ouvriers nécessaires à l'industrie, les travailleurs indispensables au commerce ou à l'agriculture.

L'essentiel est de ne pas retarder la démobilisation des classes utiles. Il y va de l'intérêt de la nation, d'abord par suite des dépenses considérables d'entretien de l'armée, ensuite parce que la vie économique ne pourra vraiment reprendre que le jour où les usines auront la main-d'œuvre qui leur fait totalement défaut.

Nous avons signalé, déjà, la campagne qui était menée par tous les esprits avisés pour examiner la question de la « frontière du Rhin », seul moyen efficace de mettre la France à l'abri d'un nouveau coup de main. L'histoire nous montre que toutes ces provinces rhénanes n'appartiennent pas à la Prusse qui s'en est emparée par la force. Après l'« Echo de Paris », après l'abbé Wetton, dans les « Annales », Auguste Gauvain traite la question dans les « Débats ». Notre confrère estime que la seule tactique à suivre est : 1° d'exercer sur la Prusse la reprise des territoires qu'elle a successivement volés ; 2° de favoriser la constitution en Etats séparés des territoires prussiens restés allemands. En agissant ainsi on ne commettrait d'attentat contre aucun peuple, on détruirait simplement l'œuvre de brigandage des Hohenzollern. Surtout on minerait le militarisme prussien, cause de tous les maux actuels.

La Conférence de la paix se préoccupera de la question. Elle voudra soustraire à jamais la rive gauche du Rhin à l'influence de la Prusse. Il semble bien que sur ce sujet l'unanimité soit sur le point de se faire chez les Alliés.

Ce serait le meilleur moyen de rogner à jamais les griffes du monstre allemand.

Le Komendant Harden qui voulait étriper tous les Français en 1914, Harden qui déclarait que la Prusse avait la Force pour elle avait le droit de découper l'Europe à sa façon et de puiser dans les coffres de ses voisins, Harden fait, dans un des derniers numéros de la « Zukunft », un aveu qui retentira douloureusement chez les Boches. Ecoutez-le :

« Cinquante et un mois de domination en Belgique, avec séparation administrative, rapt des matières premières, des machines, de marchandises de toute sorte, de trois milliards d'argent comptant et de billets de banque ; violation du droit, travail forcé, déportation et, en dernière heure encore, destruction de villes industrielles et pillages. Dévastation de la France du Nord ; cathédrale, châteaux, monuments, usines, fabriques, arbres fruitiers, bombardements aériens contraires aux usages. Torpillages de paquebots et de navires-hôpitaux. Pactes secrets avec les Irlandais et les Flamands. Introduction de bombes, balles, dans les pays neutres. Partout corruption, fraude, vol, violation secrète ou publique du droit. Les champs trempés du sang du peuple arménien. Et pas une voix en faveur de l'Allemagne. »

Peut-on étaler avec plus de complaisance cynisme l'infamie allemande ? Et Harden s'étonne que pas une main ne se tende vers l'allemand qui, pendant 4 ans a multiplié les crimes monstrueux !

Le pamphlétaire a raisonnement facile. Nous espérons bien que, pendant de longues années encore, le Boche restera pour le monde le suprême objet de répulsion. C'est le début du châtiement.

A. C.

L'origine du nom des Bolcheviks

D'où vient le mot « Bolchevik » ? On a risqué beaucoup d'explications. A notre avis deux surtout sont à retenir. Le mot Bolchevik fut employé pour la première fois au congrès socialiste russe de 1903. Il dérivait du

mot slave « Bolshinstvo » qui signifie majorité, opposé au mot « Menshinstvo » qui veut dire minorité. Il y eut à ce moment deux groupes opposés : les bolcheviks et les mensheviks. Une seconde explication qui concorde avec la première donne du mot bolshevik une signification plus étendue. Il aurait été employé également au congrès de 1903 pour désigner les membres du parti socialiste.

Billet Parisien

(De notre Correspondant parisien) :

« DEMAIN »

Demain, ce mot lourd de sens, dans lequel sont incluses toutes les espérances et aussi toutes les craintes, est le titre d'une brochure (1) où Lysis expose la profession de foi de la « Démocratie Nouvelle ».

En 150 pages de ce style à la fois solide et prenant qui est le sien, Lysis montre les défauts et les tares de la vieille démocratie qu'exploitent les chevaliers de l'industrie policière, puis il indique, avec une logique pressante, irrésistible, ce que doit être le régime d'un grand pays qui veut vivre et prospérer.

Il ne suffit pas d'éliminer de la République les politiciens parasites. Cette besogne d'assainissement n'est que la préface, d'ailleurs indispensable, de la grande œuvre qui incombe aujourd'hui aux Français. Il faut ensuite construire l'édifice nouveau, établir un pouvoir responsable et compétent qui gouverne dans l'esprit des institutions libres, et organiser le contrôle de la nation, qui n'a été jusqu'ici qu'un mythe.

Cela suppose une révision de la Constitution qui rendra effective la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif et permettra à l'exécutif de gouverner réellement, au lieu de contrôler l'exécutif. Le Président de la République, nommé par les Chambres et les Conseils généraux, gouvernera ; il proposera les lois et choisira les ministres parmi les hommes de valeur de n'importe quel milieu. Les parlementaires ne pourront être ni ministres, ni sous-secrétaires d'Etat, ni ambassadeurs, ni gouverneurs de colonies ; ils ne recevront de l'Etat qu'ils contrôleront ni honneurs, ni profits. S'il surgit entre les parlementaires et le Président de la République un désaccord important, les Chambres sont dissoutes et l'on procède à des élections nouvelles pour que le pays juge le différend. Ainsi, le gouvernement gouverne et la nation est maîtresse en dernier ressort. C'est le vrai gouvernement du peuple, la vraie démocratie, dont celle que nous avons aujourd'hui n'est que l'odieuse caricature.

Comme aux Etats-Unis, une Cour suprême, composée d'hommes éclairés, nommés pour une longue période, veillera à l'observation des lois constitutionnelles et ses arrêts frapperont de nullité ceux des actes du pouvoir qui seraient jugés abusifs.

La réforme politique ne produira ses fruits que si elle est complétée par une réforme administrative : simplification des rouages de l'Etat, suppression des formalités inutiles, introduction de l'initiative et de la responsabilité dans les fonctions publiques, décentralisation, autonomie des communes, des ports, des régions.

Dans le domaine économique et social, la démocratie nouvelle devra mettre les ressources de la science, de la technique et de l'organisation modernes au service de la production, dont dépend la richesse et la puissance du pays ; elle favorisera l'esprit d'initiative et d'association, généralisera l'enseignement technique et professionnel ; elle garantira les travailleurs contre les aléas de l'existence, augmentera leur bien-être, élèvera leur niveau social ; elle travaillera à l'union des classes et donnera à chaque homme le moyen de s'élever par son mérite et son effort. Plaçant l'Etat au-dessus des partis et des confessions, elle assurera la neutralité religieuse et la liberté des croyances.

En dehors des agitateurs professionnels, des brouillons intéressés au désordre, quel est donc le Français qui ne souscrirait à ce programme, de la réalisation duquel dépend la grandeur du pays et la prospérité de ses habitants ? Qui donc se refuserait à faire l'union de la science et du travail contre la politique ?

Vous tous qui comprenez que le sort de la France et de la République est subordonné à la direction qui va être donnée au gouvernement, lisez, faites lire et progez « Demain ». C'est votre devoir de bons Français et de vrais républicains.

Claude BARCY.

(1) La brochure « Demain » est en vente au prix de 1 fr. 25 franco à la librairie Payot et Cie, 106, boulevard Saint-Germain, Paris, ou aux bureaux de la « Démocratie Nouvelle », 5, boulevard des Italiens, Paris.

INFORMATIONS

Le Conseil de guerre interallié

Le conseil de guerre supérieur interallié s'est réuni lundi, à trois heures, au ministère des affaires étrangères ; étaient présents :

Pour la France : MM. Clemenceau, Pichon, Leygues, Clémentel, Loucheur, ainsi que le maréchal Foch ;

Pour la Grande-Bretagne : MM. Lloyd George et Balfour ;

Pour les Etats-Unis : M. le président Wilson et M. Lansing ;

Pour l'Italie : MM. Orlando et Sonnino.

Au cours de cette réunion, le conseil supérieur de guerre a examiné les questions relatives au renouvellement de l'armistice.

Les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères des grandes puissances alliées et associées ont ensuite abordé l'examen des méthodes et de la procédure des préliminaires de paix.

L'exécution de l'armistice

On communique les renseignements suivants de l'état-major général de l'armée, relativement à l'exécution des clauses de l'armistice avec l'Allemagne conclu par le maréchal Foch le 11 novembre 1918, renouvelé le 13 décembre et qui expire le 17 janvier :

Le nombre des prisonniers français entrés en France à la date du 12 janvier est de 458.455 hommes.

Il restait à cette date dans les camps de l'intérieur de l'Allemagne 28.000 hommes environ.

En ce qui concerne le matériel de guerre, il ne reste aux Allemands à restituer que quelques centaines de canons lourds et 300 minenwerfer environ.

Le matériel de chemin de fer livré au 9 janvier s'élevait à 1.967 locomotives sur 5.000 (dont 500 au cours de la première période mensuelle et 1.500 dans la seconde) ; 61.650 wagons sur 150.000 et 4.422 camions sur 5.000.

Les 1.700 avions à livrer ont été remis.

Il y a lieu de remarquer que des observations ont été présentées par la France sur l'état lamentable dans lequel nos prisonniers sont revenus et les mauvais traitements dont ils ont été victimes, sans pouvoir obtenir encore que les coupables aient été punis.

Ils restituent les objets volés

Un radio de Nauen, 12 janvier donne la liste officielle du matériel que l'Allemagne se déclare prête à livrer immédiatement en remplacement de celui qui a été enlevé dans les régions envahies. Savoir :

« 6.440 machines électriques, avec 177.000 chevaux-vapeurs, et 300 autres machines ; il y a d'autre part, au dépôt de Brème, environ 4.500 machines-outils, d'une valeur de 20 millions de marks, d'origine suisse, qui sont également à la disposition de l'Entente à titre de compensation, 100.000 kilos de courroies sans fin en cuir, 100.000 kilos de courroies sans fin en matières textiles et 60.000 kilos d'articles spéciaux en cuir pour les besoins de l'industrie peuvent être immédiatement mis à la disposition de l'Entente. Si la situation en Haute-Silésie demeure ce qu'elle était jusqu'à présent, 10.000 tonnes de zinc peuvent être livrées sans délai. »

A Berlin

Les événements se précipitent à Berlin. Renforcées par des volontaires et aussi, semble-t-il, par une grande partie de la police, qui abandonne la cause d'Eichhorn depuis qu'elle le sent perdu, les troupes gouvernementales ont enlevé dans la matinée de samedi l'hôtel du « Vorwärts » et l'imprimerie Busenstein.

Ledebourg prisonnier

Une dépêche de Copenhague aux journaux annonce qu'à Berlin les troupes gouvernementales ont capturé Ledebour et plusieurs autres chefs Spartakistes.

(Nous rappelons que Ledebour faisait, avec Tiek et Liebhenn, partie du triumvirat érigé en gouvernement par les Spartakistes le 7 janvier.)

Le fils de Liebknecht arrêté

Parmi les Spartakistes capturés se trouve le fils de Liebknecht. Huit personnes qui refusaient d'obéir aux ordres, ont été fusillées dans la cour de la caserne.

Sur le Rhin

Dimanche a eu lieu l'inauguration du premier pont jeté sur le Rhin

par les troupes françaises. Il a été lancé par les sapeurs du génie sous le commandement du colonel Simon, entre Saint-Goar et Saint-Goarshausen. Le général Mangin, commandant la dixième armée, et le général Fayolle, commandant un groupe d'armées, avaient tenu à assister à cette inauguration, qui eut lieu à onze heures aux sons de la « Marseillaise ».

La République proclamée au Luxembourg

La République a été proclamée samedi dans le Luxembourg. La grande-duchesse se serait retirée dans son château, aux environs de la ville.

La Chambre a tenu une séance mouvementée. Les cléricaux ont quitté la salle. Une dépêche d'Amsterdam dit, d'autre part, que la grande-duchesse a abdiqué.

Contre les bolcheviks

La France ayant pris l'initiative du refus de causer avec les bolcheviks, Londres et Washington ont fait savoir qu'ils se ralliaient entièrement au point de vue français.

Les bolcheviks ont miné Petrograd

Les Bolcheviks faits prisonniers par les Esthoniens disent qu'à Petrograd tous les ponts sur la Néva et les gares ont été minés, pour le cas où les bolcheviks seraient forcés d'abandonner la ville.

A Petrograd

De Finlande viennent des informations sur de grandes mutineries antibolchevikistes qui auraient éclaté dans la garnison de Petrograd.

Enver pacha et Djemal condamnés

Le conseil de guerre turc a condamné à la dégradation et à un an de prison les « déserteurs » Enver Pacha et Djemal Pacha.

CHRONIQUE LOCALE

Les futures élections

Nous sommes pour l'union, l'union loyale et sans arrière-pensée. Nous le prouverons depuis 54 mois. Nous le prouverons encore dans l'avenir.

Ce n'est pas une raison pour que nous acceptions, les yeux fermés, les petites combinaisons qu'on nous prépare dans l'ombre, au moment où l'on affirme que la mairie pourrait devenir vacante.

Le meilleur moyen de crever les manœuvres étrangères, est de parler net. Il est des cas où le silence est une faute... peut-être une lâcheté.

Un fonctionnaire de la Préfecture ou questionnant les gens, leur demandant s'ils ont entendu parler de M. X... pour la mairie. C'est le moyen que l'on croit habile pour suggestionner les électeurs.

Le fonctionnaire de la Préfecture, excellent homme à coup sûr, a une excuse valable : il n'est pas du Lot ; il ignore tout de la valeur morale des gens d'ici. Qu'il sache que la besogne qu'on lui fait faire restera sans écho.

Cahors veut pour la mairie des gens propres. Cahors — comme tout le pays — veut aussi l'union. La politique a eu son heure. Elle était nécessaire quand le régime était combattu. Aujourd'hui, la République est hors de discussion. Le moment est venu de songer surtout à l'intérêt du pays. Cahors aura donc le bon esprit de faire appel à toutes les compétences, où qu'elles soient, pour constituer un conseil — hostile aux avocats ou députés défenseurs des Boches — qui fasse les affaires de la ville, non celles de quelques-uns !

France d'abord !... Cette note était, dès maintenant, indispensable pour couper court aux manœuvres sournoises. Mais le moment n'est pas venu de discuter. Le jour où il le faudra, le Journal du Lot sera prêt.

A. COUESLANT.

A quand la justice ?

Les otages civils, les prisonniers qui rentrent des geôles boches sont unanimes à déclarer que jamais tortionnaires, gardes chiourmes ne furent plus barbares que les officiers, les soldats du Kaiser chargés de la surveillance des camps.

Les récits qu'ils font de leur captivité, des souffrances horribles qu'ils ont supportées sont navrants. L'insolence, la brutalité des officiers furent inouïes.

Que de crimes, que d'assassinats les brutes boches ont commis : que de victimes innocentes elles ont fait pour le plaisir de faire souffrir, de tuer.

Tous les jours, il rentre en France des otages civils, des prisonniers. On les interroge : mais leurs récits ne devraient-ils pas être consignés dans des rapports qui seraient de véritables actes d'accusation contre les bandits de Bochie ?

Dans les villes occupées par les troupes allemandes, les officiers se sont comportés comme des goujats qui même ont commis des vols, des crimes, des excès de toutes sortes. Ne devraient-ils pas, quand ils sont connus, être poursuivis, arrêtés, traduits en justice et sévèrement condamnés ?

Dans les camps des prisonniers, les officiers, sous-officiers, gardiens qui maltraitèrent nos soldats ne devraient-ils pas à leur tour être arrêtés, emprisonnés ?

« L'Association mutuelle des familles de prisonniers de guerre ou disparus de Bordeaux a voté la motion suivante :

« Considérant qu'il est avéré que de nombreux officiers et sous-officiers allemands et parfois même des soldats se sont rendus coupables, envers les prisonniers de guerre français détenus en Allemagne, de mauvais traitements et de rigueurs injustifiées susceptibles d'avoir nui à la santé et d'avoir coûté la vie de beaucoup de nos compatriotes ;

« Emet le vœu ;

« Que les officiers, sous-officiers et soldats allemands dont la culpabilité pourra être démontrée soient rigoureusement poursuivis nommément par les conseils de guerre français et soient impitoyablement condamnés, au besoin par contumace, si l'on ne peut s'assurer de leurs personnes.

« Dans ce dernier cas, il y aurait lieu pour le gouvernement français de conclure des accords avec les gouvernements alliés, afin que les territoires de toutes les nations alliées leurs colonies comprises, soient interdits aux Allemands condamnés, sous peine d'être obligés de purger leur condamnation. »

Pas de grâce, pas de pitié contre les tortionnaires, contre les bourreaux. Chefs et subordonnés, tous ceux qui seront convaincus d'avoir martyrisé les prisonniers alliés doivent être châtiés.

De la pitié ? En ont-ils eu pour nos malheureux concitoyens qui sont morts dans les bagnes d'Allemagne ?

Qu'attend-on pour ordonner la recherche, l'arrestation, l'extradition de tous les Boches accusés de brutalité par les prisonniers alliés ?

Les Bolcheviks de France trouveront-ils que la mesure soit trop rigoureuse ? Ont-ils à ménager quelques Kamarades, quelques parents, quelques clients qui peuvent être inculpés ? Ce serait joli à savoir. Il est vrai qu'il y a eu tellement de tractations louches au cours de cette guerre entre Boches et un tas de financiers, naturalisés, politiciens français que toute supposition est permise.

Que les prisonniers, les otages civils des Boches ne se découragent pas : qu'ils réclament justice hautement, à grands cris. Justice leur est due, justice doit être faite.

Justice de paix

M. Mazet Jean, est nommé suppléant du juge de paix de Gramat, en remplacement du regretté M. Orange, mort pour la France.

LES TICKETS DE PAIN

Nous parlions, dans notre dernier numéro, d'une dépense bien inutile faite par l'Etat au sujet d'un luxueux prospectus sur la carte d'alimentation. Il y en a bien d'autres : Voir la *Démocratie Nouvelle* au sujet de l'arsenal de Roanne !

Or, aujourd'hui, étant donné que le public va avoir droit à 400 grammes de pain au lieu de 300 et les travailleurs à 500 (à dater du 1^{er} février, sans doute), il est fortement question de supprimer les tickets qui deviendraient inutiles. L'*Echo de Paris* écrit à ce sujet :

«... Il semble bien, dans ces conditions, que le régime des tickets représentera sensiblement la valeur de la consommation normale telle qu'elle existait au temps où la vente du pain était libre et n'avait d'autre limite que les besoins de chacun.

« Dès lors, pourquoi maintenir les tickets de pain, qui nécessitent une paperasserie formidable, une organisation importante et coûtent en définitive fort cher ? Voilà de belles économies à réaliser. »

« Il en est de même pour le sucre. Au jour prochain où la ration mensuelle sera portée de 500 à 750 grammes, il semble qu'il y aurait tout avantage à supprimer les tickets concernant cette denrée. »

Oui, mais il faudrait convaincre M. Lebourau !

Légère panique

Il nous revient de divers côtés que les ronds de carton émis par la municipalité de Cahors au moment de la crise des sous, sont refusés par les commerçants.

Cela ne fait pas l'affaire du client qui a toujours dans son portefeuille quelques sous en carton, puisqu'aussi bien ce fut une monnaie qui a rendu de grands services à tout le monde pendant la guerre.

Il est certain que cette monnaie ne peut pas durer autant que les impôts qui, eux, seront éternels.

Elle n'est pas encore retirée de la circulation. Elle a toujours cours, et rien n'autorise commerçants et clients à la refuser.

Par un avis qui sera affiché, publié par la municipalité, le public sera prévenu d'apporter les « sous en carton » au Receveur municipal qui les échangera contre de la monnaie ordinaire, pièces ou billets.

Ce jour-là seulement, les « sous Carlin » n'auront plus cours. Donc, pas de panique : commerçants, clients acceptez-les jusqu'à ce jour-là.

Et dame ! ils ont rendu à tout le monde d'assez grands services au moment de la crise de la monnaie de billon pour qu'on leur fasse la grâce de les laisser vivre quelques heures de plus.

Sans doute, ils sont mal en point : la plupart sont écopés, rapiécés, ficelés, décollés, déchirés, excessivement sales. Mais est-ce une raison de les mépriser aujourd'hui, parce que la monnaie de billon, les pièces divisionnaires d'argent disparaissent, échappées des bas de laine, des cafetières où elles étaient enfermées depuis 50 mois ?

Ne méprisons ni personne, ni chose, qui ont rendu service !!!

Les « sous Carlin » ont toujours cours : quand l'heure de leur disparition sonnera, lecteurs du *Journal du Lot*, vous l'entendrez !

Ces lignes étaient composées lorsque nous avons reçu le communiqué suivant :

Mairie de Cahors

Le maire de Cahors a l'honneur d'informer la population que la monnaie de billon (sous en cartons) émise par la ville de Cahors n'est pas retirée de la circulation, et doit être acceptée par tous les commerçants, industriels, etc., comme par le passé.

Le Maire, signé : CARLIN.

Un record !

Dans sa chronique de la Charente, la *Petite Gironde* de lundi publie la note suivante :

« Nos courriers. — Nous avons

reçu dimanche 12 janvier notre courrier d'Angoulême expédié le 30 janvier 1918. »

Un record quoi !

C'est en effet, un fameux record !

NOTRE PAIN

Comme confirmation à nos observations publiées samedi, sur la qualité du pain que mange la population du Lot et de Cahors, nous lisons dans la *Dépêche* (édition du Lot), le fillet suivant :

« On se plaint de plus en plus et avec de plus en plus de raison, de la mauvaise qualité du pain qui nous est fourni.

Nous mangeons une pâte noirâtre et indigeste, qui nous ramène dès janvier, aux mauvais jours de « la soudure ».

Nous ne voudrions pas faire constamment des comparaisons entre notre département et la plupart de nos voisins, comparaisons peu flatteuses pour nous, et cependant nous sommes bien forcés de constater que nous sommes moins bien lotis que les autres départements de la région.

Hélas ! notre excellent confrère de la *Dépêche* dit vrai ; mais quels sont les coupables de cette triste situation ?

Légion d'honneur

Sont nommés au grade de Chevalier de la Légion d'honneur :

M. Armand Pierre-Antoine-Adolphe, lieutenant au 131^e territorial d'infanterie, service des camps et cantonnements de la D. E. d'un groupe d'armes.

M. Lavinal Michel, capitaine, commandant la 7^e Cie du 131^e territorial.

M. Tison Auguste-François, lieutenant (territorial), au 131^e territorial, bataillon de mitrailleurs.

M. Chéry Charles-Jean-Marie-Joseph, médecin aide-major de 1^{re} classe (réserve), au service de santé de la 15^e région ; très méritant, s'est distingué sur le front où il a reçu deux blessures. A été 4 fois cité.

Nos félicitations aux nouveaux promus.

Citations à l'ordre du jour

Nous relevons les citations suivantes à l'ordre du jour dont a été l'objet notre jeune compatriote Morange, caporal au 169^e régiment d'infanterie :

« Soldat très courageux. Au cours de l'attaque ennemie du 3 juin 1918 a donné l'exemple du sang-froid le plus remarquable.

« S'est élancé l'un des premiers à la contre-attaque qui a rejeté l'ennemi dans ses lignes. »

A la suite de cette citation, le soldat Morange fut nommé caporal et le 31 octobre il était cité en ces termes :

« Caporal dévoué et courageux. Le 31 octobre 1918, a entraîné résolument son escouade à l'assaut d'une ferme fortement organisée et a coopéré à la capture de 10 prisonniers dont un poste de secours avec le major et les brancardiers. »

Nos vives félicitations à ce brave caducien dont la mère est employée à la gare de Cahors.

Mutilés et Réformés

L'ordre du jour qui suit a été adopté :

Les Mutilés et Réformés de l'arrondissement de Cahors, réunis en assemblée générale le dimanche 12 janvier :

saluent les morts de la guerre ; offrent aide et protection aux orphelins, aux veuves, aux ascendants ; s'inclinent devant les artisans de la victoire ; les camarades français et alliés, leurs chefs, le généralissime Foch, le patriote Clemenceau ; estiment que l'avenir du pays est lié à la situation qui lui sera faite au Congrès de la paix ;

comptent sur le patriotisme ferme et clairvoyant de M. Clemenceau, sur le grand esprit de justice de nos alliés pour que la France assaillie, meurtrie, ravagée, obtienne les justes réparations qui lui sont dues.

Pour les victimes des Boches, de Douai en particulier

4^e liste

Mme Dizier.....	10 »
Mme Philpion.....	10 »
Anonyme.....	2 »
Mme Bach.....	10 »
Mme Puch.....	10 »
Anonyme.....	2 »
Mlle Fourès.....	5 »

Listes précédentes..... 340 50

Total..... 399 50

LOTTERIE

au profit des victimes de la guerre

Le tirage de la Grande Loterie, fixé au 19 janvier, est ajourné au dimanche 23 février. Il aura lieu au Théâtre de Cahors.

Cette décision a dû être prise par le Comité Directeur de l'Association à cause des difficultés que présentait en un trop court délai la rentrée des carnets répartis dans le département.

Foire du 11 janvier 1919

La foire du 11 janvier a été peu importante. Les cours des animaux et des diverses denrées ont été les suivants :

Bœufs gras, de 95 à 100 fr. les 50 k. ; vaches grasses, de 85 à 90 fr. les 50 k. ; bœufs de travail, de 2.200 à 2.800 fr. la paire ; vaches de travail, de 1.800 à 2.200 fr. la paire ; porcelets, de 50 à 100 fr. la pièce selon grosseur ; moutons gras, 1,60 ; agneaux, 1,50, le tout le 1/2 k. ; brebis d'élevage, de 90 à 100 fr. pièce selon grosseur et qualité.

Poules grasses, 2,20 ; poulets, 2,90 ; dindes, 2,20 ; canards, 2,20 ; lapins privés, 1,20 ; oies grasses, 4,50 ; canards gras, 4,25, le tout le 1/2 k.

Foies gras, 10 fr. ; Œufs, néant.

Blé (néant), mais (néant), pommes de terre (néant).

Sauzet

Notre foire dite des Rois a été, malgré le mauvais temps, très importante. Belle marchandise sur les marchés.

Sur le foirail au bétail, vente active avec hausse sensible : Bœufs de première qualité vendus de 2.800 à 3.000 fr. ; bœufs secondaires, de 2.000 à 2.500 fr. ; bouillons, de 1.500 à 1.800 fr. ; vaches de travail, de 1.400 à 1.600 fr. la paire suivant qualité.

Viande de boucherie : Bœufs de 180 à 200 fr. ; moutons de 220 à 230 fr. ; veaux, de 240 à 260 fr. les 100 kilos.

Porcs gras première qualité, de 440 à 450 fr. ; deuxième qualité, de 410 à 420 fr. les 100 kilos sur marché.

Volailles : poules et poulardes, de 2 fr. à 2,10 ; poulets, 2,25 ; lapins domestiques, 1 fr. le demi-kilo ; canards gras, de 3,50 à 4 fr. ; oies grasses, de 4 fr. à 4,50 le demi-kilo ; foies gras, de 10 à 11 fr. les 500 grammes. Œufs, 4,50 la douzaine.

Sous la halle, quelques denrées vendues à des prix moins élevés. Mais, 30 fr. l'hectolitre ; pommes de terre, 25 fr. le sac.

Saint-Céré

Abattoir. — Pendant le mois de décembre dernier, il a été abattu : 6 bœufs ; 2 vaches ; 2 génisses ; 139 veaux ; 204 moutons ; 16 agneaux et 31 porcs, soit 400 animaux qui ont donné 18.293 kilos de viande nette.

Voici le nombre d'animaux abattus au cours de l'année 1918 : 10 bœufs ; 11 vaches ; 5 génisses ; 2 lauraux ; 1.552 veaux ; 494 moutons ; 352 agneaux ; et 258 porcs, soit 2.684 animaux, qui ont produit 141.975 kilos de viande nette.

Il y a lieu de faire remarquer que toute cette viande n'a pas été consommée dans la commune, une partie a été expédiée au dehors, à Paris notamment.

Souillac

Citation. — Charles Delmas, du 19^e escadron des E. M. : « Les 23 et 24 octobre 1918, à Raismes, Bruay et Fresnes, a fait preuve de réelles qualités d'énergie et de dévouement en se portant, malgré un violent bombardement, au secours de la population civile. » (Déjà titulaire de la médaille militaire anglaise.)

Nos félicitations.

Salviac

Mouvement de la population. — Voici le mouvement de la population pour l'année 1918 : Publications de mariage, 8 ; mariages, 5 ; naissances, 12 ; décès ou transcriptions, 41.

NOS DÉPÊCHES

Paris, 11 h. 30.

Les Bolcheviks en Amérique

De Montevideo : On a arrêté 4 russes qui auraient avoué être chefs d'un complot pour renverser les gouvernements Argentin et Uruguayien pour leur substituer un régime de Soviets. On recherche 42 autres conspirateurs.

EN ALLEMAGNE

De Copenhague : La révolution berlinoise est considérée comme finie.

Les Anglais à Dusseldorf
De Zurich : La *Gazette de Francfort* rapporte que les Anglais ont occupé Dusseldorf samedi, à la suite de l'agression des Spartaciens.

Les élections boches

De Londres : Le *Daily Chronicle* dit que les Alliés devront exiger que les élections allemandes se fassent dans le calme et la liberté.

La démobilisation

américaine et anglaise
De Londres : La démobilisation américaine va commencer. Un million 115 mille hommes seront bientôt rentrés en Amérique.
Les Anglais démobilisent 4 à 5.000 hommes par jour.

Le régime bolcheviste

serait menacé !...
De Stockholm : Le régime bolcheviste russe semble approcher de la fin. Les Bolcheviks sont obligés de se retirer à la fois vers Dorpat et Njipa. Des mutineries auraient éclaté dans la garnison bolcheviste de Petrograd.

Spartacus en justice

De Bâle : Les C. O. S. (Commissions d'ouvriers et soldats) demandent que les Spartaciens et leurs chefs passent devant des tribunaux spéciaux sans bénéficier de l'amnistie réclamée par les socialistes indépendants.

Bolcheviks en Espagne

De Madrid : Le gouvernement de Saragosse a donné l'ordre à la police d'arrêter deux bolcheviks qui faisaient de la propagande révolutionnaire. Ils sont en fuite.

Paris, 13 h. 30.

DERNIÈRE HEURE : Au dernier moment nous recevons le télégramme suivant :

— On mande de Berlin que dans la nuit de dimanche à lundi il y a eu des pillages dans certains quartiers, magasins, dépôts publics et maisons particulières. Les Spartaciens sont encore très munis d'armes.

— De Zurich : On mande de Munich que le parti populaire bavarois a remporté une grande victoire élec-

torale sur le parti populaire allemand.

— De Londres : Une dépêche de Varsovie au *Times* annonce que Lemberg a été délivré par les troupes polonaises. Mais la situation est critique en Pologne. Les Bolcheviks avancent vers la frontière orientale et convergent vers Varsovie.

AVIS DE NEUVAIN

Les familles ALBET, DELSOL, MOLINIÉ prient leurs amis et connaissances de vouloir bien assister au service de neuvaïne qui sera célébré le jeudi matin à 8 heures en l'Eglise cathédrale, pour le repos de l'âme de

Monsieur Adrien ALBET.

AVIS DE DÉCÈS

Mesdames BRUNET et ROQUES nées BONIFACY, institutrices à Cahors, Messieurs BRUNET et ROQUES, instituteurs à Cahors.

Mesdemoiselles BRUNET Denise et ROQUES Marguerite, leurs filles, ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Madame veuve BONIFACY, née PY

leur mère, belle-mère, et grand-mère décédée à Cahors le 14 janvier 1919 dans sa 79^e année, munie des Sacraments de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu jeudi matin, 16 courant, en l'Eglise cathédrale à 9 h. 1/2. Réunion, maison mortuaire, 6 rue St-André.

Les personnes, qui par erreur ou par oubli, n'auraient pas reçu d'invitation sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.



MEMBRE DU JURY DE HORS CONCOURS

JE SUIS GUÉRI. — C'est l'affirmation de toutes les personnes atteintes de hernies, après avoir porté le nouvel appareil sans ressort de M. J. GLASER, le réputé spécialiste de Paris, 63, Bd Sébastopol.

Ce nouvel appareil, grâce à de longues études et de nouveaux perfectionnements, assure séance tenante la contention parfaite des hernies les plus difficiles, les réduit et les fait disparaître.

Désirez-vous de donner aux malades une preuve immédiate de ce résultat, garanti d'ailleurs par écrit, Monsieur GLASER invite toutes les personnes atteintes de hernies, efforts, descentes, à lui rendre visite dans les villes suivantes où il fera gratuitement l'essai de ses appareils. Allez donc tout :

Figac 15 janvier, Hôtel des Voyageurs, Maurs 16, Hôtel du Commerce. Vayrac 17, Hôtel Delmon Germain. Cahors 18, Hôtel de l'Europe.

Brochure franco sur demande. Ceintures Ventrières pour déplacements de tous organes.

A VENDRE

Voiture à 4 roues, 6 places, très bon état. S'adresser au bureau du Journal.

BOUILLON LUX

Extrait pur de viande et de légumes

Se trouve dans toutes les Maisons d'Alimentation

GROS : Etablissements LUX, 58, rue Riquet, Toulouse

LES ETABLISSEMENTS LUX 58, rue Riquet, TOULOUSE

demandent dans chaque chef-lieu de DÉPARTEMENT et dans chaque ARRONDISSEMENT, un Représentant bien introduit dans l'ALIMENTATION

LA GRANDE ÉPREUVE

PAR M. DESCHAMPS

CHAPITRE IV
DANS L'ANGOISSE
ET DANS LES TÉNÉBREUX
(Suite)

Entre nous, je puis vous assurer que ce serait un honneur pour nous si vous vouliez, dans les terribles circonstances que vous traversez, nous permettre de prendre au moins à notre charge les frais matériels que vos grands ennuis vont vous occasionner. Nous devons tous sacrifier quelque chose à la France en ces heures douloureuses ; heureux ceux qui ont la chance de ne lui sacrifier qu'un peu d'argent.

Mlle de Fontanes avait baissé la voix pour faire cette proposition et elle l'avait faite en rougissant avec une discrétion et un tact que son embarras soulignait.

Madeleine voulut remercier, elle le fit gauchement, touchée par la spontanéité de cette charmante demoiselle qui, pour éviter un refus, l'en-

laça d'une façon toute gentille et l'embrassa en disant :

— Toutes les jeunes filles de France sont sœurs, permettez-moi de vous aimer comme une sœur, vous qui avez tant de peines et qui méritez tant de compensations. A nous deux, nous ferons que Simonne ne souffrira pas trop de son malheur, nous embellirons d'amitiés attentives et tendres son enfance ; nous l'aimons bien.

Mlle de Fontanes allait s'en aller lorsqu'elle croisa M. Delaunay qui venait, lui aussi, prendre des nouvelles de la blessée.

L'usurier adressa seulement quelques mots de condoléances au serrurier et se hâta de rejoindre la fille du sénateur qu'il reconduisit jusqu'à sa voiture en lui parlant loquacement.

M. Delaunay ne regrettait pas d'avoir eu la charité de faire une visite à l'enfant blessée puisqu'il était dédommagé de la peine que lui avait occasionnée sa démarche par l'heureuse rencontre de Mlle de Fontanes.

Le hasard qui lui avait ménagé cette surprise le comblait d'une joie inattendue.

Il réussit, dans le court entretien qu'il eut avec elle, à trouver le moyen de porter la conversation sur son fils.

— Cette maudite guerre entrave tous ses projets, dit-il ; et retarde de bien douces intentions qu'il caressait pour l'avenir.

J'avoue que moi-même je suis

contrarié par ce fâcheux contretemps et je déplore qu'il n'ait pas pu réaliser son dessein.

— Il était sur le point de se marier, sans doute ? interrogea la jeune fille machinalement, sans aucune espèce de curiosité, mais pour paraître s'intéresser à la nouvelle que l'usurier enveloppait de tant de mystère.

— Il n'en était pas encore là, mais il était sur le point de faire savoir à un homme éminent, grand-père de la plus charmante et de la plus charitable des jeunes filles, qu'il n'était pas rebelle aux attraits de cette belle personne et que ce serait pour lui un honneur insigne, compliqué du plus complet bonheur que celui de pouvoir offrir l'appui de son bras à cette noble demoiselle.

Cette phrase était alambiquée, enchevêtrée, soulignée d'une mimique qui en rendait plus évidentes les intentions et M. Delaunay était enchanté d'avoir pu la construire.

Si Mlle de Fontanes ne comprenait pas qu'il s'agit d'elle, pensait-il, elle ne serait pas bien maligne ; or toute femme est sensible aux compliments ; son esprit aime à déchiffrer les énigmes. Il est bien certain que Mlle Elisabeth a compris puisqu'elle passe à une autre conversation. Je suis sûr que la galanterie avec laquelle je me suis exprimé lui a été agréable.

Mlle de Fontanes, sans prêter aucune importance aux paroles qui ve-

naient d'être échangées, aux ruses auxquelles le malicieux industriel avait eu recours parlait de l'enfant blessée avec une grande pitié :

— J'ai posé un jalon, se disait M. Delaunay, en se félicitant, je reviendrai à la charge ; j'engagerai moi-même mon fils dans la voie que je veux lui voir suivre et qu'il est absolument nécessaire qu'il suive.

En effet, la guerre avait un effet désastreux sur les affaires de l'industriel. Les énormes capitaux engagés dans ses entreprises, accrues par le renouvellement de matériel qu'il venait d'opérer étaient compromis et dormaient sans fructifier. M. Delaunay était en relations d'affaires avec de nombreuses maisons allemandes à qui il avait fourni de grosses quantités de marchandises ; ces maisons allaient être fatalement accueillies à la faillite. Beaucoup d'autres maisons des puissances neutres subiraient peut-être le même sort par un contre-coup inattendu. Son usine allait se détériorer ; il avait, d'autre part, des intérêts à servir à quelques actionnaires qui le saignaient à blanc. Enfin, après la guerre, qui pouvait être de longue durée, il devrait attendre encore la reprise des affaires, payer, pendant des mois, des salaires aux ouvriers qui réapprovisionneraient ses magasins en machines de toutes sortes.

Il devrait attendre la vente de ces machines pour en récupérer la va-

leur et M. Delaunay prévoyait qu'il se trouverait dans l'impossibilité d'attendre.

L'attente, ce serait pour lui la ruine. Or, il n'est pas de pensée plus démoralisante que celle-là pour un cerveau habitué à l'activité et aux vastes projets.

M. Delaunay ne voulait